

Entente cadre entre le Québec et l'ICIS

LA PRÉSENTE ENTENTE est conclue le 3^e jour de novembre 2004.

ENTRE :

L'INSTITUT CANADIEN D'INFORMATION SUR LA SANTÉ, une personne morale à but non lucratif constituée par la Loi sur les Corporations canadiennes (S.R. 1970, ch. C-32) (ci-après « l'ICIS ») ;

- ET -

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, ici représenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones (ci-après « le Québec »),

ATTENDU QUE le Québec entend moderniser ses systèmes d'information dans le secteur de la santé et des services sociaux en y intégrant des normes crédibles permettant une comparabilité et une meilleure prise de décisions ;

ATTENDU QUE le Québec est responsable de l'informatisation de son réseau de la santé et des services sociaux et qu'il procède actuellement au déploiement d'un plan et de mécanismes qui correspondent à ses besoins et à ses priorités ;

ATTENDU QUE il appartient au Québec de décider du rythme et des modalités de déploiement de ce plan sur son territoire en fonction de ses orientations, priorités et de la capacité financière du Québec ;

ATTENDU QUE l'ICIS a développé une expertise en matière de produits et services relatifs à l'information sur la santé qui peut être utile au Québec ;

ATTENDU QUE le Québec souhaite adhérer au plan de base de l'ICIS ;

ATTENDU QU'il appartient au gouvernement du Québec de faire rapport à la population québécoise sur le système de santé québécois de même que sur l'usage de l'ensemble des fonds destinés à la santé ;

PAR CONSÉQUENT les parties conviennent de ce qui suit :

1. Définitions

« *documentation de l'ICIS* » : la propriété intellectuelle ou les produits découlant de travaux écrits, reproduits ou publiés par l'ICIS, peu importe le moyen de diffusion ;

« *données de l'ICIS* » : l'information diffusée par l'ICIS, peu importe le format ou le moyen ;

« *ministère* » : ministère de la Santé et des Services sociaux ;

« *Ministre* » : Ministre de la Santé et des Services sociaux ;

« *Plan de base* » : ensemble de produits et services offerts par l'ICIS, en échange d'un abonnement de base, tels que définis dans le *Catalogue annuel des produits et services de l'ICIS*. Les secteurs d'activités compris dans ce plan de base sont les suivants :

- normes ;
- banques de données et tenue de registres ;
- publications et rapports comparatifs ; et
- formation.

2. Dispositions financières

- 2.1 L'ICIS s'engage à fournir sur demande au Québec des produits et services inclus au plan de base en échange d'une contribution annuelle selon les modalités de financement suivantes :
- 1,5 M\$ pour l'exercice 2004-2005,
 - 2,5 M\$ pour l'exercice 2005-2006,
 - 3,5 M\$ pour l'exercice 2006-2007.
- 2.2 Le Ministre versera ses contributions à l'ICIS, en quatre paiements égaux, les 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre et 1^{er} janvier de chaque exercice. Ces contributions seront payées à titre de règlement total et définitif des dettes du Ministre et des établissements de santé envers l'ICIS.
- 2.3 Des contrats spécifiques seront convenus entre les deux parties lorsqu'il y aura achat de produits et de services, en sus du plan de base.

3. Engagements de l'ICIS

L'ICIS s'engage à :

- 3.1 utiliser les données transmises par le Québec aux seules fins pour lesquelles elles ont été transmises et informer le Québec des méthodologies sous-jacentes ;
- 3.2 informer le Ministère des développements quant aux normes sur la santé de l'ICIS ;
- 3.3 fournir au Québec de l'information susceptible de contribuer à la planification, à la gestion des ressources en santé et à l'évaluation de l'efficacité de son système de santé en offrant notamment l'accès électronique aux tableaux de données agrégées, à l'intention des utilisateurs du Ministère autorisés par l'ICIS et en distribuant régulièrement des extraits et des publications disponibles, sur format papier ou électronique, qui contiennent de l'information à valeur ajoutée, y compris des comparaisons à l'échelle pancanadienne ;
- 3.4 maintenir la consultation préalable des experts du Ministère quant aux tableaux produits par l'ICIS et, au besoin, aux versions préliminaires des rapports. Lorsque des raisons d'ordre méthodologique ou technique font en sorte que les modifications demandées par le Québec ne peuvent être apportées, une note explicative du Québec sera ajoutée au texte du document ;
- 3.5 maintenir l'envoi sous embargo au Ministère, avant leur parution, de chaque publication et de chaque rapport comparatif qui contient des données sur le Québec ;
- 3.6 fournir une formation de base aux personnes concernées sur les produits et services que le Québec mettra en place sur son territoire ;
- 3.7 donner au Québec l'accès à un soutien technique de l'ICIS afin d'obtenir dans les meilleurs délais des réponses aux différentes interrogations ;
- 3.8 en plus des produits et services en ligne inclus dans le plan de base et à même la contribution annuelle du Québec définie à l'article 2,1, travailler en fonction des plans du Québec relatifs au « gouvernement en ligne », en permettant notamment le support au développement de services en ligne tant pour le volet opérationnel que pour la constitution des banques de données et leur interrogation ;
- 3.9 maintenir des standards de qualité, notamment en validant, lorsque possible, les informations qui lui seront transmises ;
- 3.10 respecter les priorités et les échéanciers établis par le Québec dans la mise en œuvre et l'utilisation des produits et des services ;
- 3.11 offrir en français les produits et services de l'ICIS utiles au Québec ;

- 3.12 travailler avec le Québec pour le développement, la mise en place ou l'adaptation de normes, de systèmes d'information, de banques de données et de registres que le Québec aura identifiées comme prioritaires ;
- 3.13 solliciter la participation de la personne désignée par le Ministre à titre de représentant du Québec au sein de son Conseil d'administration ;
- 3.14 solliciter la participation de représentants et d'experts québécois à titre de membres de comités consultatifs pancanadiens et de groupes de travail mis sur pied pour assister l'ICIS dans l'élaboration des normes et des nouveaux produits. Les avis ou commentaires exprimés par ces personnes ne pourront être considérés par l'ICIS comme représentant la position du Ministère ou du Québec, sauf si elles ont été expressément désignées par le Ministère et mandatées à cette fin ;
- 3.15 transmettre au Ministère toute nouvelle demande de l'ICIS visant les composantes du réseau québécois de la santé et des services sociaux.

4. Engagements du Québec

Le Québec s'engage à :

- 4.1 recueillir des données sur la santé et à les transmettre à l'ICIS, au moyens des mécanismes qu'il considère appropriés, pour toute mesure pouvant être utile au Québec ;
- 4.2 maintenir l'intégrité des classifications et des normes de l'ICIS et d'en respecter les droits d'auteur. Le Québec, lorsqu'il le juge utile, peut cependant y ajouter des éléments supplémentaires et des précisions, dans la mesure où cela ne transgresse pas les dispositions relatives aux droits d'auteur ou à la propriété intellectuelle contenues dans les ententes de l'ICIS avec l'OMS ou des tiers et que cela n'altère pas la comparabilité des données avec celles des autres membres de l'ICIS ;
- 4.3 travailler avec l'ICIS, sur une base mutuellement convenue, pour établir un mécanisme et un protocole adéquats pour fournir des données récentes et de qualité à l'ICIS.

5. Comité de liaison Québec-ICIS

Les parties s'engagent à :

- 5.1 mettre sur pied un comité de liaison ICIS- Québec ;
- 5.2 nommer un agent de liaison qui fera partie du comité de liaison ;
- 5.3 informer les agents de liaison des nouvelles demandes et initiatives de l'ICIS et des initiatives et demandes québécoises impliquant l'ICIS ;
- 5.4 déterminer avec les agents de liaison les façons efficaces et rapides de disposer des nouvelles demandes ;
- 5.5 discuter de bonne foi, ayant développé en parallèle dans le passé des produits similaires, des moyens d'en favoriser un meilleur arrimage.

6. Collecte, utilisation et accès aux données

- 6.1 L'ICIS maintiendra la cohérence des données et de la documentation de l'ICIS conformément au document intitulé *Le respect de la vie privée et la confidentialité de l'information sur la santé à l'ICIS : Principes et politiques pour la protection des renseignements personnels sur la santé et Politiques pour l'information sur l'établissement, avril 2002, 3^e édition (Annexe A)* et aux lois applicables en matière de protection des renseignements personnels ;
- 6.2 Sous réserve des règlements et des lois du Québec en matière de protection des renseignements personnels, le Québec permettra la divulgation à l'ICIS de renseignements personnels et amorcera avec l'ICIS des travaux visant à évaluer la possibilité de conclure des ententes de partage de renseignements personnels ;
- 6.3 Le Québec a le droit d'utiliser ou de communiquer, tout renseignement figurant dans les rapports ou les données que l'ICIS lui fait parvenir en conformité avec la présente entente, sauf :
 - a) les renseignements ou les données qui sont reçus ou recueillis par l'ICIS sous le sceau de la confidentialité ou à titre de renseignements ou données à diffusion restreinte ; et
 - b) les renseignements, la documentation ou les données de l'ICIS, qui sont fournis au Québec et auxquels s'appliqueront les exigences de confidentialité mentionnées dans l'entente de partage et d'échange de données (ou les ententes spécifiques).

- 6.4 Les licences, droits d'auteur et marques de l'ICIS seront respectés. Il sera indiqué, dans tout document produit au moyen de la documentation ou des données de l'ICIS, que les données ont été fournies par l'ICIS.
- 6.5 Le Québec demeure propriétaire des renseignements ou données transmis à l'ICIS dans le cadre de la présente entente. L'ICIS peut utiliser et incorporer, dans ses analyses statistiques, ses études et ses rapports techniques, la documentation ou les données qu'il obtient du Québec ou fournir ces analyses, études ou rapports à des tiers, sous réserve du respect des dispositions québécoises relatives à la protection des renseignements personnels et de l'entente de partage et d'échange de données (ou les ententes spécifiques) et dans la mesure où il ne sont pas transmis par le Québec sous le sceau de la confidentialité ou pour diffusion restreinte.

7. Terme et renouvellement de l'entente

- 7.1 **Terme** : La présente entente entre en vigueur rétroactivement le 1er avril 2004 et arrive à échéance le 31 mars 2007.
- 7.2 **Renouvellement** : À son expiration, la présente entente sera automatiquement renouvelée pour une période d'un an à la hauteur de la contribution de 2006-2007, à moins d'une nouvelle entente ou d'un avis de l'une des parties de ne pas se prévaloir de cette option. Chaque partie peut se prévaloir du droit de non-renouvellement en faisant parvenir à l'autre partie un préavis écrit, au moins six mois avant la fin de la présente entente.

8. Différends

- 8.1 Les questions en litige seront référées au Comité de liaison, qui s'efforcera de régler tout différend pouvant survenir relativement à la présente entente.
- 8.2 Si le Ministre a des motifs raisonnables de croire que l'ICIS a enfreint une des conditions de la présente entente, il demande par écrit à l'ICIS d'y remédier. Si l'ICIS ne remédie pas à la situation dans le délai prescrit selon l'avis écrit (trente jours ou plus), le Ministre est en droit d'informer l'ICIS par écrit qu'il entend prendre d'autres mesures ou résilier l'entente. Une telle résiliation prendra effet le jour de la date de l'avis de résiliation et le Ministre n'est tenu de ne verser que le montant des services rendus jusqu'à cette date de résiliation.

9. Limitation de responsabilité et limite d'indemnisation

Le Québec reconnaît que l'ICIS ne donne aucune garantie à l'égard de la précision des données recueillies et que l'ICIS n'engage à ce titre aucune responsabilité.

10. Avis et communications

Les demandes, les avis, les remises ou les communications écrites prévus ou permis par la présente entente doivent être faits par écrit et remis par livraison, par lettre franche de port, par courriel ou par télécopieur à la partie concernée au :

dans le cas de l'ICIS :

Président-directeur général
Institut canadien d'information sur la santé
377, rue Dalhousie
Pièce 200
Ottawa (Ontario)
K1N 9N8
Télec. : (613) 241-8120

dans le cas du Québec :

Sous-ministre adjointe à la planification stratégique, évaluation et gestion
de l'information
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Édifice Catherine-de-Longpré
1075, chemin Ste-Foy, 16^e étage
Québec, Québec
G1S 2M1
Télec. : (418) 266-7100

11. Annexes

L'annexe A et ci-joint fait partie de la présente entente.

12. Modification

La présente entente peut être modifiée par le consentement écrit des parties.

13. Respect des lois du Québec

Les conditions de la présente entente sont assujetties aux lois du Québec et sont interprétées en conformité avec ces lois.

Annexe A : Le respect de la vie privée et confidentialité de l'information sur la santé à l'ICIS : Principes et politiques pour la protection des renseignements personnels sur la santé et Politiques pour l'information sur l'établissement, avril 2002, 3^e édition